

L'ILLUSTRATION



LES HEURES SANGLANTES DE BARCELONE

APRÈS LA RENCONTRE PLAZA CATALUÑA : DES CORPS D'HOMMES ET DE CHEVAUX TUÉS ET BLESSÉS
SONT RESTÉS SUR PLACE... ET LES PIGEONS FAMILIERS SONT REVENUS PICORER

AVEC CE NUMÉRO L'ABONNEMENT N° 1 COMPREND " LA PETITE ILLUSTRATION " CONTENANT

UNE PIÈCE EN TROIS ACTES

TU NE M'ÉCHAPPERAS JAMAIS, par MARGARET KENNEDY

Adaptation française de PIERRE SABATIER

TARIF DES ABONNEMENTS

Depuis le 1^{er} novembre 1932, "L'ILLUSTRATION" a réduit ses tarifs. Elle met, désormais, à la disposition de ses abonnés et lecteurs trois catégories d'abonnements.

L'**abonnement n° 1**, qui ne présente aucun changement par rapport à l'ancien abonnement unique, se compose des 52 numéros annuels, dont 3 spéciaux, et des fascicules de "La Petite Illustration" joints à chacun des numéros d'actualités.

L'**abonnement n° 2** comprend les 52 numéros annuels, dont les 3 spéciaux, sans la collection de "La Petite Illustration".

L'**abonnement n° 3** est formé seulement des numéros d'actualités, au nombre de 49, à l'exclusion des 3 numéros spéciaux annuels et de "La Petite Illustration"; en outre, il n'est pas accepté pour 3 mois.

FRANCE ET COLONIES FRANÇAISES :

| | ABONNEMENT N° 1 | ABONNEMENT N° 2 | ABONNEMENT N° 3 |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Un an . . . | 185 francs. | 160 francs. | 130 francs. |
| 6 mois . . . | 95 francs. | 85 francs. | 68 francs. |
| 3 mois . . . | 50 francs. | 44 francs. | (Supprimé.) |
| Deux ans . . | 350 francs. | 300 francs. | 250 francs. |

ÉTRANGER :

I - PAYS EXIGEANT DES JOURNAUX LE PLEIN TARIF D'AFFRANCHISSEMENT (c'est-à-dire tous les pays non compris dans les tableaux qui suivent)

| | ABONNEMENT N° 1 | ABONNEMENT N° 2 | ABONNEMENT N° 3 |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Un an . . . | 376 francs. | 321 francs. | 275 francs. |
| 6 mois . . . | 194 francs. | 165 francs. | 142 francs. |
| 3 mois . . . | 99 francs. | 84 francs. | (Supprimé.) |

II. - PAYS ACCORDANT AUX JOURNAUX UNE RÉDUCTION D'AFFRANCHISSEMENT DE 50 0/0

AFRIQUE DU SUD (Union), ALBANIE, ALLEMAGNE, ARGENTINE, AUTRICHE, BRÉSIL, BULGARIE, CANADA, COLOMBIE, CONGO BELGE, CUBA, DANTZIG, ÉGYPTÉ, ESTHONIE, ÉTHIOPIE, FINLANDE, GRÈCE, GUYANE HOLLANDAISE, HEDJAZ, HOLLANDE, HONGRIE, IRAK, IRAN, LETTONIE, LIBÉRIA, LITHUANIE, MEXIQUE, COLONIES PORTUGAISES, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, TERRE-NEUVE, TURQUIE, U. R. S. S., URUGUAY, ÉTAT DU VATICAN, VENEZUELA, YOUgoslavIE

| | ABONNEMENT N° 1 | ABONNEMENT N° 2 | ABONNEMENT N° 3 |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Un an . . . | 281 francs. | 241 francs. | 203 francs. |
| 6 mois . . . | 145 francs. | 124 francs. | 105 francs. |
| 3 mois . . . | 74 francs. | 63 francs. | (Supprimé.) |

III. - PAYS ACCORDANT AUX JOURNAUX UNE RÉDUCTION D'AFFRANCHISSEMENT SUPÉRIEURE A 50 0/0

CHILI, COSTA RICA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ÉQUATEUR, GUATEMALA, HAÏTI, HONDURAS, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, SALVADOR

| | ABONNEMENT N° 1 | ABONNEMENT N° 2 | ABONNEMENT N° 3 |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Un an . . . | 260 francs. | 225 francs. | 186 francs. |
| 6 mois . . . | 134 francs. | 116 francs. | 96 francs. |
| 3 mois . . . | 68 francs. | 59 francs. | (Supprimé.) |

Avis important. — Tous les prix ci-dessus sont acceptés au cours du change dans la monnaie du pays du souscripteur ou toute autre monnaie étrangère pourvu qu'elle soit négociable.

IV. - PAYS LIMITROPHES OU DANS LESQUELS "L'ILLUSTRATION" POSSÈDE UNE ORGANISATION SPÉCIALE

| PAYS | MONNAIE | ABONNEMENT N° 1 | | | ABONNEMENT N° 2 | | | ABONNEMENT N° 3 | | PAYS | MONNAIE | ABONNEMENT N° 1 | | | ABONNEMENT N° 2 | | | ABONNEMENT N° 3 | |
|---|----------------|-----------------|--------|--------|-----------------|--------|--------|-----------------|--------|---------------------------------|--------------|-----------------|--------|--------|-----------------|--------|--------|-----------------|--------|
| | | UN AN | 6 MOIS | 3 MOIS | UN AN | 6 MOIS | 3 MOIS | UN AN | 6 MOIS | | | UN AN | 6 MOIS | 3 MOIS | UN AN | 6 MOIS | 3 MOIS | UN AN | 6 MOIS |
| Belgique | Fr. belges | 395 » | 203.50 | 103.50 | 340 » | 175 » | 89 » | 280 » | 144 » | Principauté de Monaco | Fr. franç. | 185 » | 95 » | 50 » | 160 » | 85 » | 44 » | 130 » | 68 » |
| Espagne, Canaries et Maroc espag. | Pesetas . . . | 110 » | 57 » | 29 » | 95 » | 49 » | 25 » | 79 » | 41 » | Pologne (1) | Zlotys . . . | 98 » | 51 » | 26 » | 84 » | 44 » | 23 » | 71 » | 37 » |
| Italie et colonies ital. | Lire | 236 » | 122 » | 62 » | 202 » | 104 » | 53 » | 171 » | 88 » | Portugal | Fr. franç. | 250 » | 128 » | 65 » | 215 » | 110 » | 56 » | 178 » | 92 » |
| Luxembourg | Fr. luxemb. | 335 » | 172 » | 88 » | 289 » | 149 » | 76 » | 240 » | 124 » | Suisse (1) | Fr. suisses | 55 » | 28.50 | 14.50 | 48 » | 24.75 | 13 » | 40 » | 20.50 |

(1) En Pologne et en Suisse les règlements peuvent être exécutés par chèque postal polonais et chèque postal suisse respectivement aux comptes P. K. O. Varsovie Nr 14.390, pour la Pologne, et IVB 557, Les Brenets, pour la Suisse.

Tous les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois. — Les demandes de renouvellement doivent être accompagnées d'une bande. Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées d'une bande et de la somme de UN franc en timbres-poste. Règlement par mandats, chèques postaux (compte 2101, Paris) ou chèques à l'ordre de "L'Illustration".

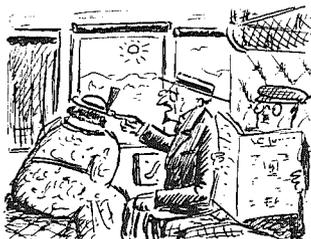
ÉTATS-UNIS. — Entered as second class matter January 27 1903, at the Post-Office, at New York, N. Y. under Act of March 3, 1879.

LA SEMAINE CAMIQUE, par Cami.

Voir la suite de la "Semaine Camique" page IV des Annonces.



DIALOGUE DES BÊTES
L'OISEAU. — Quelle existence ! L'homme nous canarde sans pitié !
LE CHEVAL. — Nous, c'est pire ! Il nous condamne à mors à perpétuité !



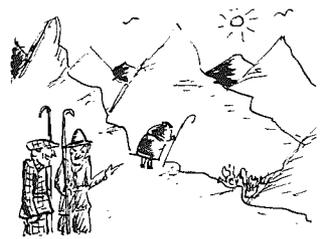
EN WAGON
— Regarde comme ce coin est poétique !
— Ou ça ?
— Là, entre la réclame du macaroni et celle du camembert.



SUR LA PLAGE
— Regarde, papa, ce monsieur, c'est le contraire de la « grève sur le tas ».
— Comment ?
— Oui, c'est le « tas sur la grève » !

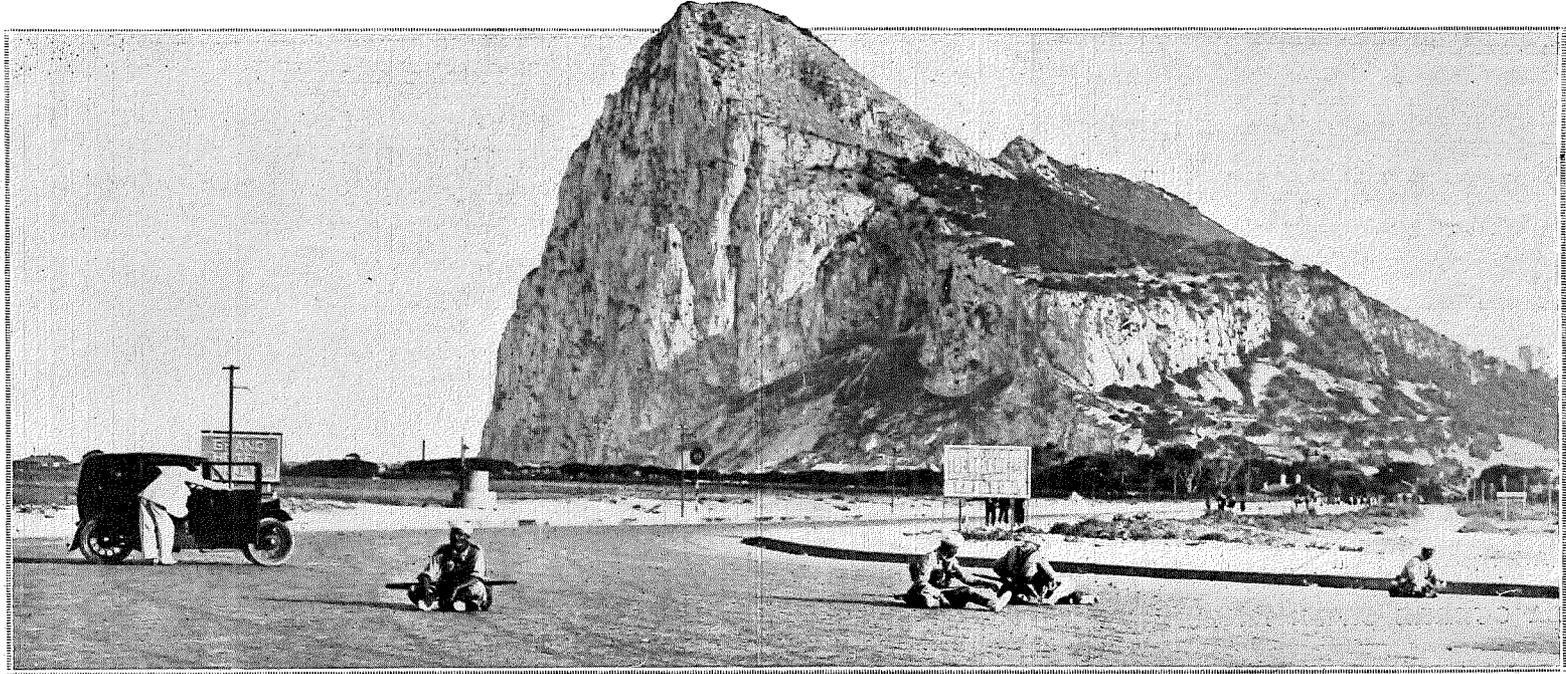


LA BONNE EXCUSE
— Quelle honte ! L'année dernière tu as eu trois prix et cette année un seulement !
— Ben, je lutte contre la vie chère !... Je suis pour la diminution des prix !



MACHIAVÉLISME
— Ce que tu peux veiller sur ta belle-mère ! Tu lui répètes sans arrêt de ne pas se pencher sur les gouffres.
— Elle a la manie de la contradiction !

1. 8. 1936



A la frontière de Gibraltar, devant le rocher, des sentinelles marocaines gardent la route.



Un pont de fortune établi par les insurgés, sur l'emplacement de l'ancien pont détruit par les gouvernementaux, près de Huesca.



Une grosse pièce d'artillerie au quartier général des insurgés à Vera. Photographies Associated Press.



A Barcelone : rassemblement des camions emmenant des contingents de miliciens populaires à l'attaque de Saragosse. — Unionphoto-Reissner. AVEC LES GOUVERNEMENTAUX ET LES INSURGÉS ESPAGNOLS



Avion gouvernemental prêt au départ pour aller bombarder Saragosse.



Artillerie montée sur camion et envoyée contre les insurgés à Saragosse.

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Depuis le 17 juillet — date à laquelle l'insurrection a éclaté simultanément au Maroc et dans la Péninsule — l'Espagne est à feu et à sang. Ce pays, à qui sa situation géographique et sa neutralité avaient épargné la guerre étrangère lorsqu'elle ravageait l'Europe, connaît aujourd'hui une guerre civile presque aussi sanglante et parfois même plus horrible par les excès et les violences dont elle s'accompagne, car ce ne sont pas seulement des combattants qui s'affrontent : c'est toute une population, divisée en deux camps, qui s'entre-déchire. On a déjà parlé de 20.000, de 25.000 morts. Ces chiffres ne reposent sans doute sur aucune base certaine, mais il est malheureusement possible qu'ils correspondent à la réalité et même qu'ils lui soient inférieurs. Le nombre des blessés doit être beaucoup plus considérable encore. Il n'y a pas que les combats qui font des victimes : la répression, quand elle sévit, est aussi meurtrière. Des rebelles capturés ont été exécutés en masse, à la mitrailleuse. Ce fut le cas, notamment à Madrid, pour des officiers et pour de jeunes fascistes. Parmi ces derniers se trouvaient des garçons de quinze ou seize ans. Pendant combien de temps durera cette tuerie fratricide ?

Qui l'emportera ? On ne saurait le dire. On ne peut même pas se faire une idée exacte de la situation et les événements qui se sont passés jusqu'ici restent mal connus.



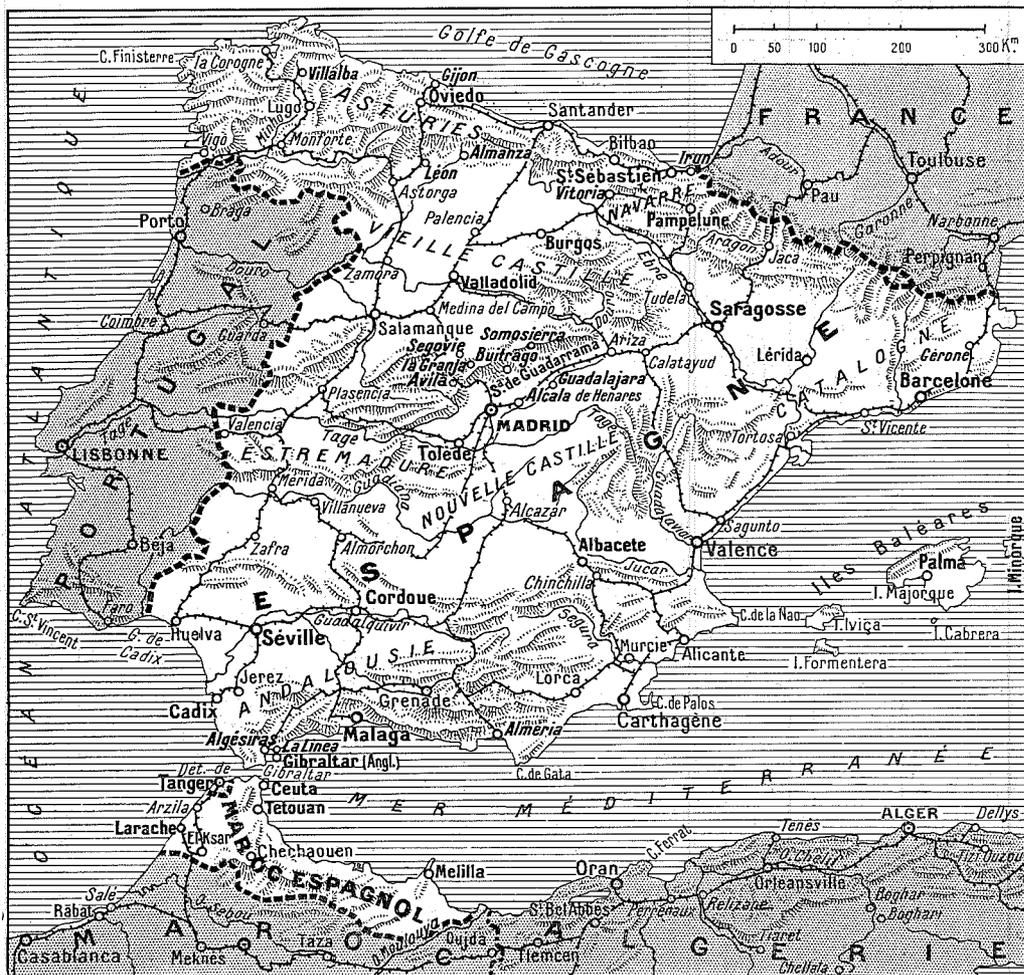
La façade canonée du siège des Olympiades populaires à Barcelone.

C'est même là une singularité curieuse de l'époque où nous vivons. Le téléphone, le télégraphe, la T. S. F., la radiodiffusion, l'aviation

ont pratiquement supprimé les distances. Une nouvelle peut être propagée instantanément dans le monde entier. Et pourtant, nous sommes aussi peu informés que lorsque tous ces moyens modernes n'existaient pas. Non que les nouvelles manquent : mais elles sont à ce point confuses ou contradictoires qu'il est à peu près impossible de faire le départ entre la vérité, le mensonge et la fantaisie. Les deux sources principales sont les radios émis par les dirigeants des deux partis antagonistes. Or, ils cherchent beaucoup moins à renseigner qu'à encourager des partisans ou à démoraliser l'adversaire. La radio, elle aussi, est une arme de guerre. Quant aux correspondants de presse — ceux qui étaient déjà sur place comme ceux qui sont parvenus à s'infiltrer en Espagne ou à y atterrir en avion — ils voient leurs dépêches arrêtées par la censure et les communications téléphoniques leur sont interdites. Suspectés, blessés, ils courent même des risques personnels assez sérieux. C'est pourtant avec ces éléments insuffisants qu'il faut essayer de reconstituer, d'une façon approximative, le grand drame qui se joue au delà des Pyrénées. Seuls les documents photographiques — qui ne parviennent que bien difficilement — apportent un témoignage direct et vivant. Ils n'évoquent évidemment que des épisodes fragmentaires, mais ils attestent mieux que n'importe quel récit l'intensité et l'atrocité de cette lutte sans merci.

Le quartier général des insurgés, au début de cette semaine, était toujours à Tetouan, sur la côte marocaine, et il avait pour chef suprême le général Franco, arrivé des Baléares, par avion, dès le 17 juillet. Celui-ci, qui n'est âgé que de quarante-trois ans, est une des figures les plus marquantes de l'armée espagnole. Après s'être illustré dans la guerre du Rif, il était parvenu au poste de chef d'état-major, mais l'avènement du Front populaire l'avait envoyé en disgrâce à Las Palmas, comme gouverneur militaire des îles.

À Tetouan, le général Franco a fait aux journalistes quelques déclarations sur le sens et l'origine du mouvement. Il ne s'agit nullement, a-t-il précisé, d'une tentative monarchiste pour rétablir la dynastie déchue ni même, malgré les apparences, d'un pronunciamiento militaire. Sans doute, l'armée a-t-elle pris l'initiative de la révolte, mais elle n'agit pas seule ou pour son compte : elle a avec elle tous les Espagnols qui veulent arrêter leur pays sur la pente révolutionnaire où il glissait et l'arracher au marxisme. Si l'entreprise réussit, le nouveau régime qu'elle instaurera respectera les institutions républicaines. La conjuration était préparée depuis deux mois environ entre un certain nombre de généraux. Le général Franco n'a pas nommé le général Sanjurjo, dont le rôle semble néanmoins avoir été prépondérant. Cet ancien commandant en chef de la garde civile avait puissamment aidé à l'installation de la République en 1931, mais l'année suivante, alors qu'il commandait la division de Séville, il avait fomenté une insurrection contre le gouvernement Azana. Arrêté, il fut condamné à mort et vit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité. L'amnistie de 1934 le libéra. Il se retira alors au Portugal, à Estoril, près de Lisbonne. Le 20 juillet, à l'aérodrome de Cascaes, il prenait place sur



Les insurgés tiennent le Nord de l'Espagne jusqu'à Valladolid et Saragosse et le Sud de Huelva à Almería, remontant en pointe jusqu'à Tolède.



A Barcelone : un départ de troupes demeurées fidèles au gouvernement et envoyées contre les insurgés de Saragosse.

un avion piloté par l'aviateur Ansaldo, à destination de l'Espagne. Vraisemblablement il devait prendre le commandement des troupes du Sud en marche vers Madrid. Mais, au départ même, l'avion heurta un arbre, capota, prit feu et le général Sanjurjo périt carbonisé. Le pilote, projeté par le choc hors de l'appareil, ne fut que blessé.

En dehors des grands chefs militaires, et en liaison étroite avec eux, l'insurrection a eu au moins deux autres instigateurs. L'un fut le leader monarchiste Calvo Sotelo, député aux Cortès et chef du groupement de la Rénovation espagnole, l'autre, le fils aîné du général Primo de Rivera, chef du parti fasciste de la Phalange, d'ailleurs emprisonné récemment et que les rebelles délivrèrent. Ainsi que nous l'avons dit la semaine dernière et comme le général Franco l'a confirmé, l'assassinat de Calvo Sotelo, le 13 juillet, précipita les événements, les conjurés ayant voulu pro-



Scène de la rue à Barcelone.

fiter de l'émotion et de l'indignation provoquées dans l'opinion publique.

M. Gil Robles, chef de la Confédération espagnole des droites autonomes, ou C. E. D. A., était-il dans la confiance ? Rien n'est moins certain, et il a lui-même affirmé que non. Il s'était réfugié à Biarritz, dont le gouvernement français, à la suite de divers incidents, lui a interdit le séjour. Ce qui, en revanche, est fort probable, c'est une connivence des carlistes avec les militaires. Ils n'ont pas l'illusion de ramener sur le trône leur prétendant, le vieux don Carlos, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-six ans, mais ils veulent abattre le communisme.

Le gouvernement espagnol n'était pas sans avoir eu vent de ce qui se tramait. Il avait fait procéder à des perquisitions chez des suspects et à des arrestations préventives. Au domicile d'un lieutenant d'intendance madrilène on avait trouvé un dépôt d'armes et de munitions. 185 fas-

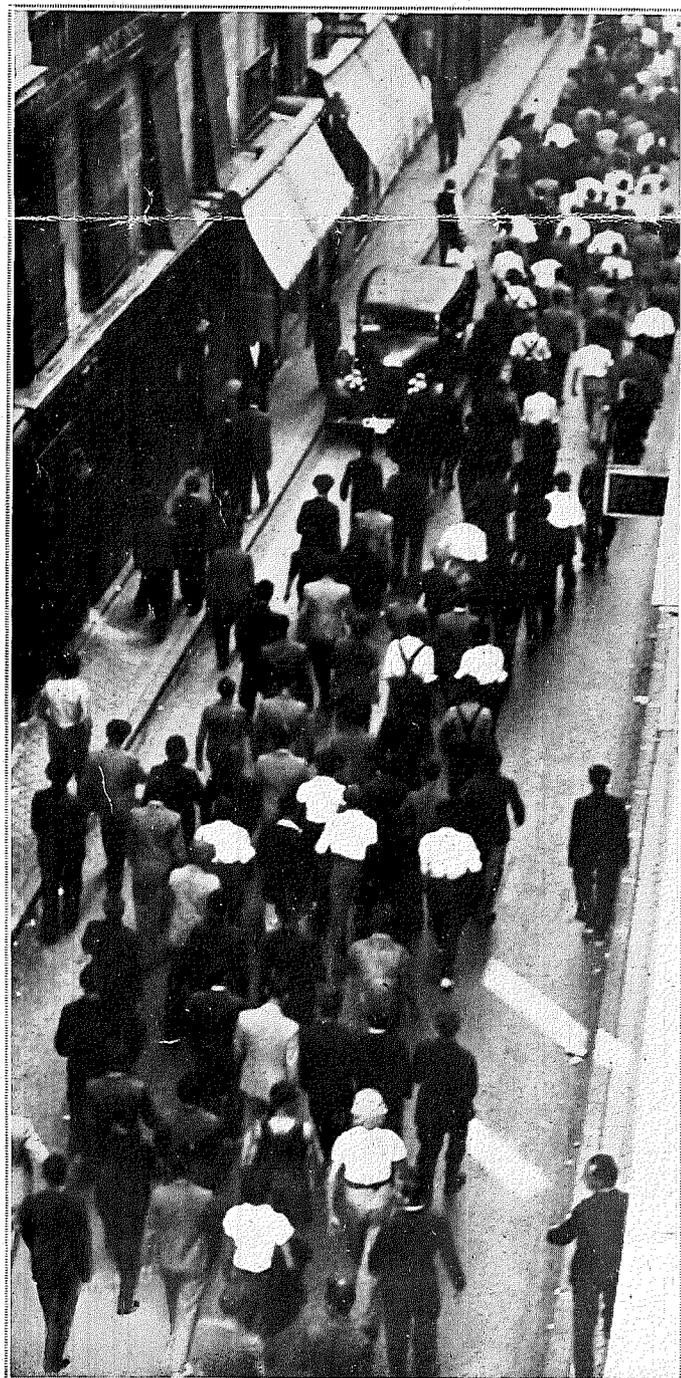


Volontaires de la milice populaire à Saragosse.
Photographies Keystone.





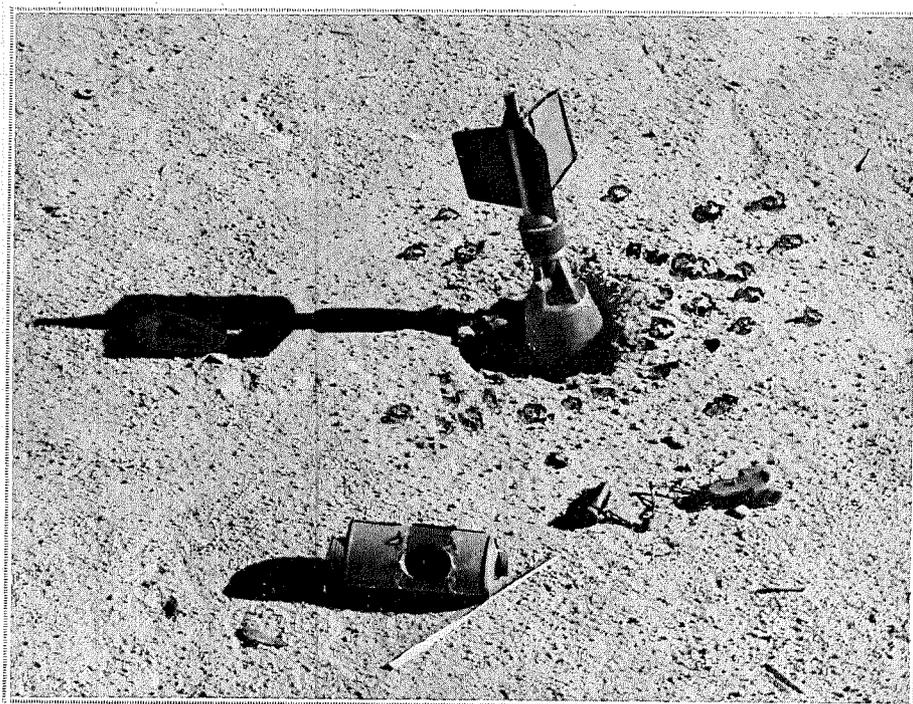
Des militants du « Frente popular » se ruent vers la caserne de la Montana.



Des miliciens volontaires vont en cortège chercher leurs armes.



Des officiers insurgés faits prisonniers à la Montana sont emmenés par les volontaires armés de la milice populaire.



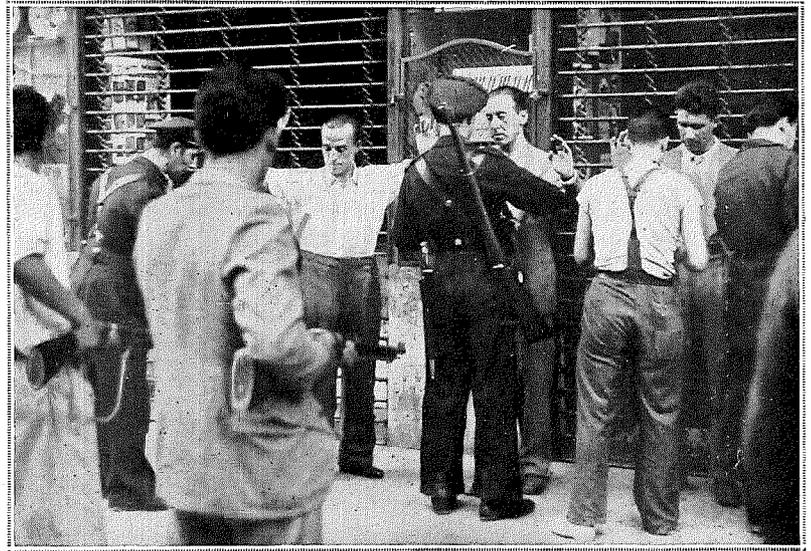
Une bombe d'avion tombée dans un jardin et non éclatée.

A MADRID
Photographies Keystone.

2



Une mitrailleuse en batterie à l'entrée d'une rue.



La fouille méthodique des suspects.



Des autos brûlent sur la Rambla...



Un transport de blessés.



On essaie de brûler les cadavres des chevaux.

A BARCELONE

Photographies Keystone et Associated Press.



Caridad Merceder, membre du comité central communiste espagnol, entraîne ses miliciens vers l'hôtel des Postes.

cistes de la Phalange avaient été emprisonnés. Toutes les permissions des gardes d'assaut et des gardes de la sûreté avaient été suspendues. Enfin, on se hâta d'épurer l'armée en remplaçant par des officiers dévoués au régime ceux qui étaient signalés comme hostiles. Ces mutations eurent d'ailleurs pour effet d'indisposer particulièrement les troupes du Maroc où les légionnaires et les « régulares » avaient pour leurs officiers un attachement très vif. La sédition marocaine en fut facilitée. Malgré tout, le gouvernement a été surpris. Il ne s'attendait pas à un déclenchement aussi brutal. Le président de la République se disposait même à partir pour Santander où il aurait passé l'été.

D'après le général Franco, toute l'armée serait avec l'insurrection. « Je mets au défi les communiqués gouvernementaux, a dit quelqu'un de son entourage, de citer le numéro d'un seul régiment qui se soit rallié en corps aux ordres de Madrid. » Affirmation peut-être excessive. Si elle est vraie, dans une large mesure, pour les officiers, elle l'est moins pour les soldats, qui, dans bien des unités, sont restés partiellement fidèles, des sous-officiers ayant pris le commandement. Le gros des forces gouvernementales n'en est pas moins constitué par les gardes d'assaut, les gardes civils — d'un loyalisme plus incertain — et par les masses populaires, volontaires armés en hâte et naturellement indisciplinés. La plupart d'entre eux sont des syndicalistes ou des membres de la Fédération anarchiste ibérique. C'est une expérience hasardeuse que de mettre des fusils et des mitrailleuses entre leurs mains. Il est probable que les insurgés, eux aussi, se sont grossis de civils :



L'arrivée des premiers tanks et des forces d'assaut sur la place Zocodover, à Tolède, où s'était mutinée l'Académie d'infanterie.

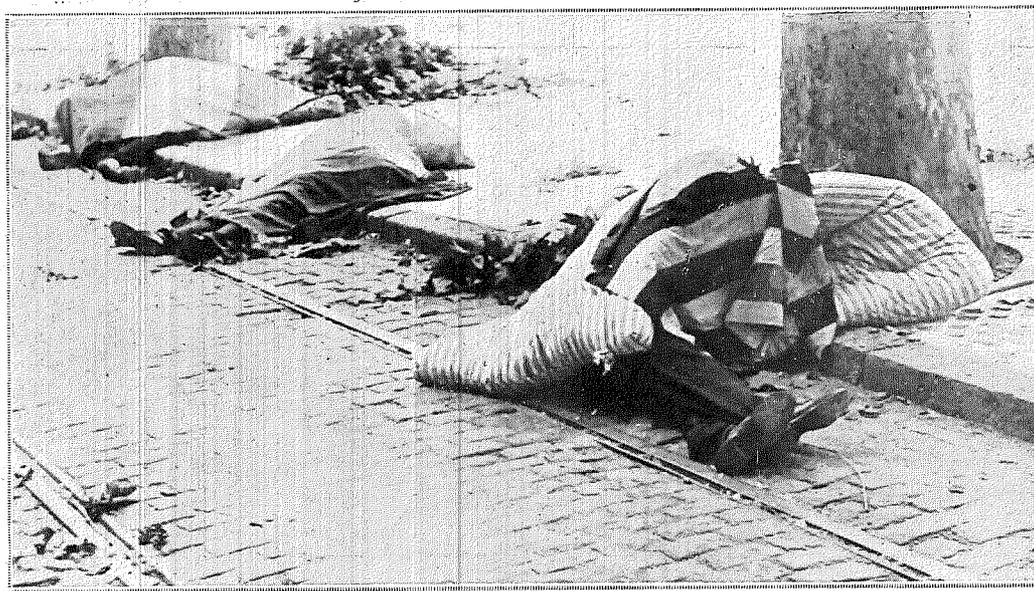
jeunes gens des ligues dans les centres urbains et, dans les campagnes, des paysans réfractaires aux idées avancées.

Le signal de la révolte fut donné aux Canaries et au Maroc dont les garnisons se soulevèrent. Des combats locaux, assez vifs, eurent lieu. Les officiers qui voulaient résister furent faits prisonniers ou même tués par les mutins. Presque aussitôt, tout le protectorat marocain se trouva aux ordres du général Franco, qui fit une entrée triomphale à Ceuta, le 19 juillet. Le premier communiqué gouvernemental du 18 avouait qu'une partie de l'armée du Maroc s'était insurgée, mais

il ajoutait que « personne, absolument personne, ne s'était joint dans la Péninsule à une tentative aussi absurde ». Cela n'était pas exact ou allait, le jour même, cesser de l'être. Dans presque toutes les villes d'Espagne, en effet, avec une concordance qui suffit à prouver une préparation minutieuse, généraux et officiers, à la tête de leurs troupes qui ne savaient pas toujours à quelle aventure on les menait, cherchaient à renverser les autorités civiles et à s'emparer des points stratégiques. Ce fut avec des fortunes diverses. Les insurgés l'emportèrent assez facilement dans le Sud, notamment à Cadix et à Séville, où le général Queipo de Llano a pris la direction des opérations. Ils réussirent moins bien à Huelva et à Malaga. Cette dernière ville, qui a beaucoup souffert, paraît être restée aux mains des communistes. Les environs de Gibraltar virent de sanglants combats. D'autres villes, comme Almería, ont été prises et reprises tour à tour par les deux partis.

Dès le 19, d'ailleurs, des troupes du Maroc, de « régulares » et de légion étrangère, avaient débarqué à Cadix pour gagner Séville et entreprendre la marche vers Madrid. D'autres débarquements ont eu lieu ou ont été tentés depuis sur différents points de la côte d'Andalousie, mais ils ont été contrariés et parfois empêchés par la flotte et par l'aviation. Les insurgés, en effet, n'ont pas été suivis autant qu'ils l'espéraient par les marins et par les aviateurs. Sur les navires de guerre, les matelots ont refusé d'obéir à leurs officiers. Ils les ont séquestrés ou

tués. L'intervention de la flotte, croisant dans le détroit de Gibraltar, aurait pu être fort dangereuse pour les insurgés si les bâtiments avaient été en mesure de se ravitailler. Mais, faute de combustible, ils ont été immobilisés à Tanger où leur présence n'a pas été sans créer des complications internationales. Il en fut de même pour ceux qui étaient entrés dans la rade de Gibraltar. Des obus sont même tombés sur le territoire de l'enclave britannique où le commandement a fait des menaces de représailles. De son côté, l'aviation demeurée fidèle harcèle continuellement les positions occupées par les rebelles. Elle est venue, en



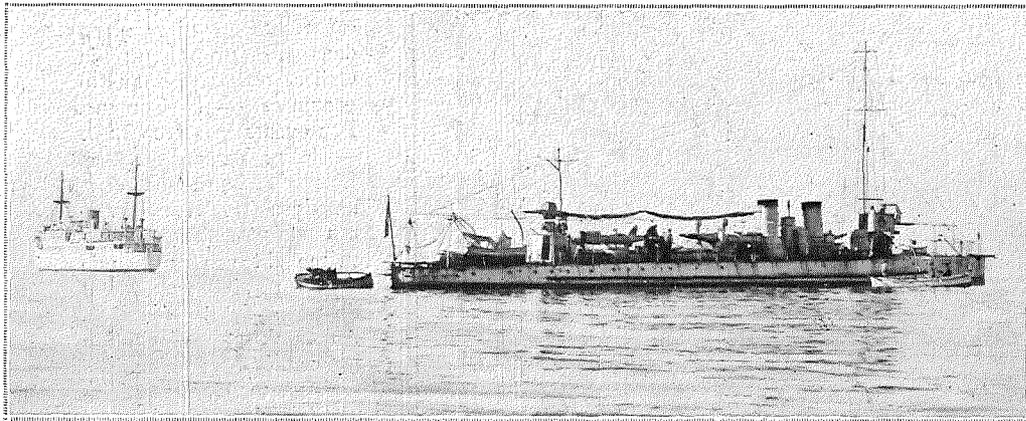
Dans les rues de Barcelone : le transport des blessés ; des cadavres au bord du trottoir...

particulier, bombarder des villes du Maroc, non sans dommage pour la population.

Il serait vain de vouloir donner une physionomie d'ensemble de ce qu'est aujourd'hui l'Espagne, car il est des régions entières pour lesquelles les renseignements font défaut, et la situation se modifie continuellement. On peut admettre que, dans les provinces au sud-est de Madrid et jusqu'à la Méditerranée, le gouvernement a maintenu son autorité ou l'a à peu près reconquise. Mais les rebelles sont maîtres du Sud-Ouest de la Péninsule et de tout le Nord, où ils tiennent la Navarre, l'Aragon avec Saragosse, la province de Leon avec Leon et Valladolid, la Vieille Castille avec Burgos et Ségovie. Les deux échecs les plus sensibles de l'insurrection ont été à Madrid et à Barcelone. A Madrid, les milices populaires ont pris d'assaut les casernes où les troupes s'étaient retranchées. De véritables scènes de carnage ont eu lieu. Finalement, la sédition a été complètement matée. A Barcelone, on s'est battu avec acharnement pendant plusieurs jours. Là encore, le gouvernement de la généralité a eu le dessus, et le général Goded, chef des rebelles en Catalogne, a été fait prisonnier.

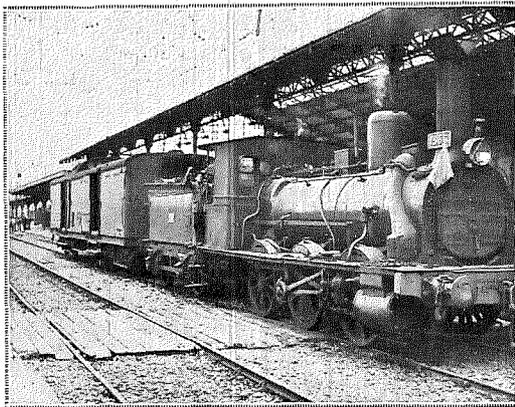
Cependant, un vaste mouvement d'encerclement s'est dessiné autour de Madrid, que les insurgés s'efforcent à la fois d'investir et d'affamer. Autant qu'on peut le discerner, il présente un double caractère. D'une part, de petites colonnes, agissant en ordre dispersé et venant des environs immédiats de la capitale, ont marché sur eux sans que les engagements qui en sont résultés aient dépassé les proportions d'une guérilla. D'autre part — ce qui pourrait être beaucoup plus efficace — deux armées, au sens propre du mot, ont entrepris une progression méthodique, l'une venant du Sud et l'autre du Nord. L'armée du Sud est celle d'Andalousie, que commande de Tetouan le général Franco, avec le général de Llano à Séville comme principal exécutant. Cette armée n'avance que lentement et, au début de cette semaine, elle ne paraissait pas avoir dépassé Cordoue. Il n'en est pas de même de l'armée du Nord, dirigée par le général Mola. Celle-ci comprend plusieurs colonnes venant de Saragosse, de Pampelune, de Logroño, de Burgos, de Leon, de Valladolid, de Ségovie. Tous ces effectifs avaient pour point de concentration la Sierra de Guadarrama, dont les passes montagneuses défendent le nord de Madrid. C'est à leur rencontre que se sont portées les milices du Front populaire qui, à la fin de la semaine dernière, leur ont livré bataille en deux endroits : à Guadalajara et au col de Somosierra. D'après les communiqués de Madrid, ces deux combats auraient tourné entièrement à l'avantage des gouvernementaux. D'autres colonnes formées en Catalogne marchent vers Saragosse pour prendre les insurgés à revers. De même, de la province de Valence, d'autres colonnes loyalistes viennent au secours de la capitale et l'on a annoncé leur arrivée à Albacete.

L'armée du Nord n'est pas seulement occupée par la marche sur Madrid : elle doit aussi se couvrir sur ses arrières, le long de la frontière française de la Bidassoa, où les gouvernementaux résistent. C'est ainsi qu'à Saint-Sébastien, après des vicissitudes mouvementées, les loyalistes ont repris le dessus. Mais, pendant cinq jours, la



Le torpilleur espagnol « 17 » et le cargo *Ville-de-Saragosse* ancrés devant Marseille pour une mission demeurée mystérieuse.

bataille a fait rage dans les rues elles-mêmes, mettant en péril la vie de nombreux étrangers. Ceux-ci se sont réfugiés dans les légations et les ambassades qui, pendant la saison estivale, ont coutume de transporter leur siège dans cette station balnéaire. L'ambassadeur de France, M. Herbet, a demandé des secours. Des navires de guerre ont été envoyés pour rapatrier les Français. Les Anglais et les Italiens ont fait de même. Un certain nombre de bâtiments étrangers



Un fourgon attelé à une locomotive rapporte d'Irun en gare d'Hendaye le courrier qui ne peut être acheminé à l'intérieur de l'Espagne.

mouillent ainsi dans les différents ports espagnols. Les étrangers ne se sentent plus en sécurité et des milliers d'entre eux ont déjà quitté un pays en révolution, apportant de terrifiants récits des heures dramatiques qu'ils ont vécu.

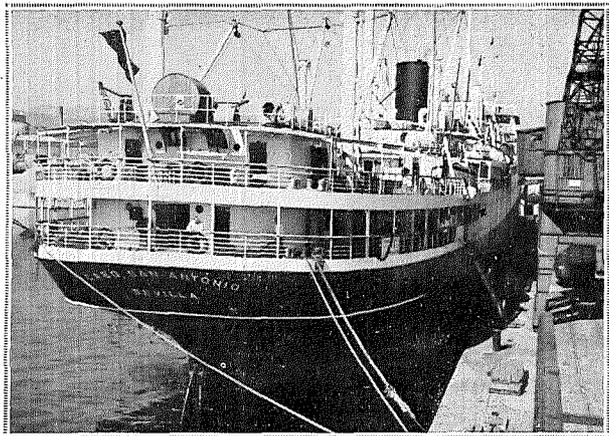
Une question fort délicate par les répercussions internationales qu'elle pourrait entraîner est celle de l'assistance offerte par d'autres nations soit aux rebelles, soit aux gouvernementaux. Les premiers, s'il faut en croire certains bruits, seraient secrètement appuyés par l'Italie et par l'Allemagne. Par contre, une vive émotion a été provoquée chez nous par des révélations de presse affirmant que le gouvernement français était disposé à fournir à celui de Madrid des avions, des armes et des munitions. Le chargé d'affaires espagnol à Paris a

virtuellement confirmé cette information en donnant sa démission parce qu'il ne voulait pas, a-t-il dit, participer à une initiative ayant pour but de favoriser la guerre civile. L'affaire a eu ses échos à la tribune de la Chambre. Sans entrer dans le détail des polémiques, des explications et des démentis un peu embarrassés qu'elle a suscités, on peut enregistrer son résultat final. Le gouvernement français a déclaré formellement qu'il resterait neutre et que, sans s'opposer à la liberté du commerce quelconque au Front populaire espagnol. De fait, les avions dont le ministère de l'Air aurait envisagé la cession à l'Espagne ne sont pas partis et plusieurs bateaux espagnols qui étaient venus dans nos ports pour y prendre très vraisemblablement des cargaisons d'armes ne les ont pas reçues.

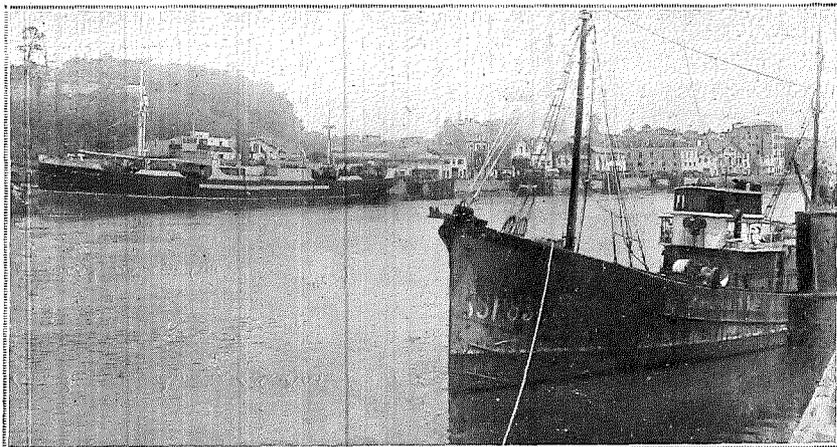
A l'heure où ces lignes sont écrites, les opérations militaires avaient marqué un temps d'arrêt. Il est probable que les milices gouvernementales ont réussi, comme les communiqués de Madrid s'en targuent, à arrêter l'offensive du Nord dans la Sierra de Guadarrama, et Saragosse était gravement menacée par les loyalistes de Catalogne. Mais les insurgés, toujours aussi confiants dans le succès, comptaient surtout, pour l'obtenir, sur l'effet démoralisant de l'investissement de Madrid, qui rend de plus en plus précaire le ravitaillement de la capitale.

Rien, au surplus, ne donne mieux une idée de la confusion régnant actuellement en Espagne que l'énoncé des divers pouvoirs qui se partagent la Péninsule. Le gouvernement de Madrid, transformé en une sorte de comité de salut public, a délégué une partie de son autorité à une junte spéciale, présidée par M. Martinez Barrio, président des Cortès, qui a son siège à Valence. En Catalogne, collaborant avec Madrid, fonctionne le gouvernement de la généralité, présidé par M. Companys. Du côté des rebelles, le Maroc et l'Espagne du Sud sont pratiquement sous la dictature militaire du général Franco et, dans le Nord, un comité de défense nationale a été formé à Burgos, sous la présidence du général don Miguel Cabanellas Ferrer, en attendant l'organisation d'un gouvernement régulier.

ROBERT DE BEAUPLAN.



Le vapeur *Cabo San Antonio* faisant escale à Marseille, dont l'équipage s'est formé en « comité antifasciste ».



Dans le port de Barcelone : le chalutier *Julio*, qui transportait des communistes en fuite, et (au second plan) le cargo *Aralarmendi*, envoyé en mission secrète. — *Phot. Ouvrard.*



L'entrée de la cour des Rois à l'Escorial.

VISAGES D'ESPAGNE

par PAUL-EMILE CADILHAC

(Voir les numéros des 11, 18 et 25 juillet.)

IV. — DEVANT LE SPHINX.

En tête de ce chapitre de conclusions, on avait inscrit ces trois mots : « Devant le Sphinx », et ces trois mots, avec les événements de ces jours derniers, se retrouvent d'une actualité brûlante. Cette Espagne aux passions si vives surprend et déconcerte toujours. Elle vit sur un rythme cahoté et volcanique. On la peint à feu et à sang, en proie à la guerre civile : on y court et on y rencontre des gens qui dansent ou qui sourient quand vous leur parlez de révolution. On croit qu'elle va construire, édifier, et de bonne foi on admire ses efforts : elle explose soudain.

Ses colères alternent et aussi ses passions. Un coup d'œil suprême sur ce qui l'occupe va nous en convaincre et nous permettre de distinguer non pas l'aube éclatante dans un ciel serein, mais, dans une nuit de trouble et d'orage, une pâle et lointaine lueur.

FÉDÉRALISME OU RÉGIONALISME ?

Nous étions revenus à Madrid, car les augures habitent les capitales et c'est là qu'on les peut consulter. Nous n'avions pas poussé jusqu'à Barcelone, second pôle de l'Espagne et capitale de la Catalogne. C'est que la question catalane semblait à peu près résolue ou, si on préfère, en sommeil. Le leader séparatiste, le colonel Macia, chef de l'expédition héroï-comique de Prats de Mollo, mort depuis, s'était rallié, et ses amis avec lui, à la thèse unitaire qui a reconnu en Espagne des régions, mais refuse d'y trancher à même la chair du pays des nations nouvelles. Le fédéralisme est devenu régionalisme. La Catalogne y a gagné d'être appelée une généralité et un statut en 18 articles : reconnaissance de la langue catalane, droit de créer des écoles (celles de Madrid subsistant), droit de fixer et de lever certains impôts, enfin un parlement élu dont les attributions sont limitées puisque le vote et la répartition de l'impôt, sauf l'exception signalée à l'instant, demeurent l'apanage des Cortès. Ce parlement avait été suspendu sous la dernière législature et c'est même une des causes secondaires du recul de l'Action populaire aux élections de février dernier. Il a depuis repris son activité.

Cependant, à l'exemple de la Catalogne, d'autres régions d'Espagne ont réclamé un statut : le pays

basque, demeuré fervent catholique et qui se range dans l'opposition ; la Galice, qui groupe quatre provinces — la Corogne, Pontevedra, Orense, Lugo — la région de Valence. L'Andalousie, a-t-on écrit naguère, réclame aussi son statut, d'aucuns ont même dit son autonomie — mais cela apparaît du domaine de la fantaisie. Au total, plus d'agitation autonomiste ou fédéraliste, mais un mouvement régionaliste qui semble s'accommoder des lois générales du pays. L'agitation actuelle se situe sur un autre plan et prend un aspect sans doute plus grave.

LA PARTIE ROUGE DE L'OPPOSITION BLANCHE

Les blancs jouent et gagnent, dit-on aux échecs. En sera-t-il ainsi en Espagne ? La partie qui se joue en ce moment en décidera.

Durant notre séjour à bas, on nous avait prédit, à maintes reprises, les événements d'aujourd'hui — mais on les annonçait pour octobre. A Madrid, en Andalousie, dans les Astu-

ries, on nous avait répété : « Cela ne peut pas durer. Le gouvernement du Front populaire glisse trop aux extrêmes. Il y aura un redressement et ce redressement sera violent. » Un modeste interprète de palace, mis en confiance, nous déclarait devant un haut personnage qui lui faisait signe de se taire ou de mesurer ses paroles : « En octobre, il y aura des morts et je serai parmi eux ! »

Dans les Asturies, on nous avait parlé de l'armée et de son mécontentement. Au moment des troubles de novembre 1934, la légion étrangère et d'autres corps d'élite avaient été envoyés pour rétablir l'ordre dans la région d'Oviedo et son hinterland minier. Ces troupes fêtées comme des sauveurs — on a pu voir ici précédemment ce que les rouges anarchistes des Asturies avaient fait d'Oviedo — ces troupes, d'abord considérées et traitées amicalement, étaient devenues suspectes depuis l'avènement du Front populaire. Brimées, puis décimées par des mises à pied brutales, on les avait, en fin de compte, fait partir pour le Maroc, clandestinement, honteusement presque, comme un convoi de convicts ou de forçats. D'où un malaise, une irritation, une colère qui viennent de se manifester par l'intervention violente de ces jours derniers.

Donc, révolte militaire en puissance et conspiration d'une partie de l'opposition nationale, tout cela bout et fermente depuis déjà des mois. Un peu partout on y a fait allusion devant nous. On nous a peu parlé, à vrai dire, de la « Rénovation espagnole », le parti monarchiste de Calvo Sotelo, récemment assassiné, et de M. Goicoechea, son collaborateur et son successeur, mais beaucoup, en revanche, de la « Phalange espagnole », le fascisme d'outre-Pyrénées, que dirige le fils de l'ancien dictateur Primo de Rivera. Ce dernier, don José Antonio, se trouvait à ce moment-là dans la prison modèle de Madrid. Mais on sait qu'en Espagne la prison forme souvent l'antichambre du ministère... Si leur chef demeurait inactif par force majeure, ses partisans se montreraient extrêmement actifs et mordants, organisant des coups de main, se livrant à des représailles sur leurs adversaires socialistes ou communistes. Jadis, au temps du dictateur, inorganisée et incohérente, la Phalange a pris une importance considérable. Elle s'affirme, d'ailleurs, l'ennemie résolue des formules vieilles, et son programme social rejoint, s'il ne le dépasse, celui appliqué en Italie par M. Mussolini.

Il est enfin un parti d'opposition, celui de



Le dôme de l'église vu du jardin.

M. Gil Robles, qui se défend de faire de l'action directe et qu'on pourrait appeler le tiers parti.

DE L'ATENEO A L'HOTEL DE LA RUE SERRANO

M. Gil Robles veut conquérir le pouvoir — il ne s'en cache pas, mais il déclare vouloir le faire légalement. Il a déjà conduit les nationaux au gouvernement, après les élections de 1933, et il espère remporter un jour une victoire totale.

L'Action populaire possède un hôtel, 6, calle Serrano, non loin de la place de l'Indépendance, au cœur du quartier aristocratique. Centre de discussion et état-major, ruche vivante, il s'oppose antithétiquement au club fameux de l'Ateneo qui prépara et fit la révolution de 1931. C'est à l'Ateneo, en effet, qu'on élaborait à l'avance, article par article, la constitution de la République et que le haut personnel du gouvernement actuel s'est formé, à commencer par le président, M. Azana, qui fut des années durant le secrétaire général du club.

Aujourd'hui, le courant — du moins le semblait-il en ces derniers temps — a changé de sens et passe calle Serrano. En attendant d'être reçu, nous causons avec un fidèle du maître de céans. Il attaque le gouvernement actuel et proclame la nécessité de le renverser. A l'encontre de son

chef de file (et sans doute reflète-t-il l'opinion d'une bonne partie des troupes), il s'affirme pour l'action directe et la dictature. Il critique rétrospectivement Primo de Rivera qui, sur la fin de sa carrière, tint trop compte des vieux partis et des politiciens usés — ce qui causa sa perte.



M. Gil Robles.

Cependant, dans son cabinet confortable et strict, M. Gil Robles nous attend, debout. D'aspect froid, calme, mais les yeux en éveil sous les sourcils et le front large, le chef de la C. E. D. A. (Confédération espagnole des droites autonomes) parle d'une voix lente et réfléchie.